

Axe Burungu-Kitshanga-Muhongozi-Mweso dans le groupement de BASHALI KAHEMBE-MUKOTO, ZS de Mweso en Territoire de Masisi

Contexte

Description de la crise

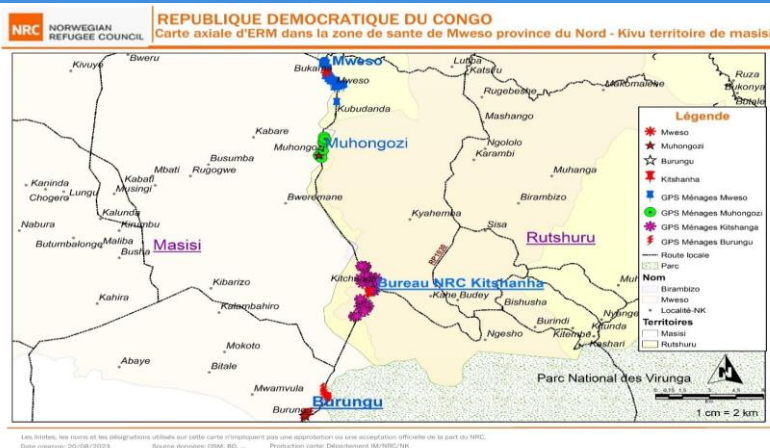
La reprise des affrontements entre les éléments du M23 et les FARDC coalisées aux groupes armés dans le territoire de Rutshuru en octobre 2022, n'a pas épargné la partie Nord-Ouest du territoire de Masisi. En date 29 janvier 2023, la cité de Kitshanga est tombée entre les mains du M23 causant ainsi un important déplacement de la population de Kitshanga vers Mweso, Kashuga, Kalembe jusqu'à Pinga et vers Burungu, Kirolirwe, Sake jusqu'à Goma. La progression des éléments du M23 et la prise de la cité de Mweso et ses environs le 28 février 2023 par le M23 a aggravé la situation humanitaire dans la zone de santé de Mweso.

Pendant la période du 23 au 28 juin 2023, une mission d'évaluation d'accès a été effectuée par OCHA et UNDSS dans la zone de santé de Mweso ciblant l'axe Kitshanga-Mweso où plusieurs acteurs armés ont été contactés et ont donné leurs engagements pour garantir l'accès aux humanitaires. Toutefois, cette mission a formulé des recommandations liées aux contraintes d'accès dans certains axes et a fait ressortir un aperçu général du contexte humanitaire actualisé de la zone. Concernant les recommandations sur l'accès sécuritaire, il faut noter que les axes suivants sont déconseillés pour l'instant pour de raison de risque sécuritaire élevé : Bukama-Kanyatsi-Mihara (direction Nord) - Axe Busumba-Mpati - Axe Nyange-Bibwe direction ouest, - Axes Kitshanga-Mokoto - Axes Kitshanga -Kibirizi.

Cependant, les axes principaux notamment, Burungu-Kitshanga-Muhongozi-Mweso-Kashuga jusqu'à Kalembe présenteraient moins de risque sécuritaire et une éventuelle évaluation rapide pourrait ressortir les besoins de plusieurs personnes déplacées et retournées qui sont signalées dans ces différentes zones.

Pour ce qui concerne l'aperçu général de la situation humanitaire de la zone, il faut noter ce qui suit en termes de mouvement de population et l'impact de la crise :

- Les deux cités de Mweso et Kitshanga avaient été vidées de leurs habitants depuis février 2023 à la suite d'activisme et d'occupation du M23 ;
- Pour l'heure, le retour des déplacés est estimé à environ 65% dans les deux cités selon les sources locales (société civile, et acteurs humanitaires notamment) ;
- Les retournés n'arrivent toujours pas à reconstruire leurs moyens d'existence et ainsi reconstruire une résilience, ayant tout perdu pendant la guerre ;
- Entre janvier et juin 2023, la cité de Kitshanga avait à son tour accueilli plus de 35 000 personnes soit 7 000 ménages venant d'autres zones notamment Busumba, Bukombo, Kitshanga, Kashuga, Kivuye etc, à la suite de la crise du M23 ;
- A ce jour, environ 3000 ménages seraient encore en déplacement dans l'axe Kitshanga-Mweso (crise M23) rapportées à travers les alertes EHT4808, EHT4813 et surtout l'alerte EHT4830 qui ont motivé cette ERM.
- Outre les problèmes d'assistance dans d'autres domaines tels que les vivres, les articles ménagers essentiels, un problème criant d'accès à l'eau et assainissement et d'abris d'urgence se pose avec acuité dans les sites des déplacés Mungonte et Mweso.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	EHT4830	EHT4830	
Autres codes d'alerte	En complément aux alertes EHT4813 et EHT4808		
Date de début de crise	23/02/2023	23/02/2023	
Date de fin de crise	En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	25715	3154	
Taille moyenne ménages	6.8	-	
Accès physique	Source : équipe d'évaluation		
Accès sécuritaire	Camion		
Présence de la MONUSCO	Oui		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Oui		
	Enlèvement, Kidnapping et tuerie		
Couverture tél.	Orange 60% à Kitshanga (estimation) et Mweso		
	EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres		

Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires rapportées sont la répétition des mouvements de population dans les différentes localités de la zone de santé de Mweso, principalement dans l'axe Burungu-Kitshanga-Muhongozi-Mweso où plusieurs cas de violations des droits humains ont été signalés. Il s'agit notamment de pillage des biens dans des maisons, pillages des produits agricoles dans les champs et pillages de bétails, des jeunes garçons et des adultes enrôlés par force dans les groupes armés, des enfants séparés de leurs familles, des cas de meurtre, des cas des violences sexuelles, des arrestations arbitraires et des mariages forcés et cas des enfants associés aux forces des groupes armés. Les localités de Burungu, Kitshanga et Mweso, sont non seulement constitués à environ 65% des retournés ainsi que de ménages déplacé. Ayant perdu leurs moyens de subsistance lors des déplacements, les populations de l'axe évalué vivent dans les conditions de vulnérabilité aigües. Plusieurs cas de malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes ont été identifiés et référés dans les centres de santé appuyés par PAM, Unicef et MSF. Il faut noter que cette crise a impacté l'accès des enfants à l'éducation. Dans la quasi-totalité des localités évaluées, les enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école. Les écoles ont été occupées pendant les déplacements et les mobiliers des écoles ont été utilisés comme bois de chauffage. Cette situation rend d'avantage vulnérables les écoles dans la zone au alors que la rentrée scolaire est prévue en septembre 2023.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	18%	14%
6-17 ans	21%	19%
7 mois-5 ans	11%	12%
0-6 mois	2%	1%
Total	53%	47%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	53%
Nutrition	14%
Abris	1%
Articles ménagers essentiels (AME)	24%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	4%
Santé	16%
Éducation	0%
Nourriture	35%
Moyens de subsistance	4%
Protection	1%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%
Communication	1%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	8776				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	4%	10%	-	84%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	14%	-	86%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	26%	-	-	65%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	88%	-	-	-	12%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	88%	-	12%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	60%	-	40%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	2%	62%	36%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris		34%			
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	18%	47%	35%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	55%	2%	27%	7%	5%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	4%	-	94%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	31%	39%	12%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	57%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	70%	-	-	-	30%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	73%	-	-	-	27%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	97%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	26%	-	3%	-	71%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours				64%	

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Selon les informations fournies par les participants des groupes de discussion, la présence des forces EAC rassure la population en dépit de la présence des différents acteurs armés dans les alentours des agglomérations de Kitshanga et Mweso. Cependant, les participants de la localité de Burungu expriment des inquiétudes à la suite de la reprise de l'activisme du groupe armé M23, notamment à travers la taxation des camions par le groupe. Par contre, dans les autres localités, notamment celles de Kitshanga et Mweso, les participants ont estimé que le contexte sécuritaire n'évoluera pas dans les 3 prochains mois.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	63%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	15%
Vouchers / foires	68%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	78%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	3%
Autre	1%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³
	Fréquence max. possible: 36
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	33
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	16
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	15
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	8
Santé	21
Education	2
Protection (y compris la sécurité)	3
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	7
Autre	3
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La collecte des données a été faite grâce à une nouvelle boîte à outils produite par REACH et validée par tous les clusters sous le lead de OCHA en RDC. La taille de l'échantillon de l'enquête a été de 100 ménages sur une population estimée à 25 715 ménages répartis dans les localités de Burungu 4 182 ménages, Kitshanga 13 064 ménages, Muhongozi 969 ménages et Mweso 7 500 ménages. La sélection de 100 ménages à enquêter a été faite aléatoirement afin de garantir la représentativité des données et analyses, ces 100 ménages sont composés de 20 ménages à Burungu, 40 ménages à Kitshanga, 10 ménages à Muhongozi et 30 ménages à Mweso.

Les résultats de cette enquête sont issus d'un échantillon de 100 ménages sur une population estimée à 25 715 ménages déplacés, retournés et résidents pour un niveau de confiance de 95% avec une marge d'erreur de 10%

Les questionnaires IC et EM ont été encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes dont 14 IC ont été enquêtés. Cette collecte a été faite par les enquêteurs recrutés localement. 10 Groupes de discussion (GDC) ont été faits dans les aires de santé de l'axe évalué dont 2 GDC avec les femmes et les hommes déplacés et retournés à Burungu, 2 GDC à Kitshanga, 2 GDC à Muhongozi et 4 GDC à Mweso. Il faut également noter que l'observation libre des infrastructures a été également utilisée comme méthodologie de cette évaluation.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	e déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	e déplacement (PDI, retour	Représentatifs
(OL)	Oui	-	-	Indicatifs
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		10/08/2023	10/08/2023	10/08/2023
Date de fin de l'enquête		16/08/2023	16/08/2023	17/08/2023
Organisation		NRC	NRC	NRC
Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	Non	Non
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
Burungu	4182	20	4	2
Kitshanga	13064	40	5	2
Muhongozi	969	10	3	2
Mweso	7500	30	2	4
Total	-	25715	14	10

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	34%	13%	
■ Retournés	66%	44%	
■ Communauté hôte / autochtones	0%	42%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	8776	425
Retournés	16939	1399
Communauté hôte / autochtones	0	1325
Réfugiés	0	3
Rapatriés / expulsés	0	3

Analyse des mouvements de population

Plusieurs vagues de mouvements de population ont été signalées dans la zone. Tout d'abord, la zone de santé de Mweso est à la fois une zone de retour et de déplacement. L'axe Burungu-Kitshanga-Muhongozi-Mweso, a connu jusqu'à ce jour 4 événements qui ont occasionné des mouvements de population (déplacement, retour et mouvement pendulaire). Au mois de février 2023, les localités de Burungu, Kitshanga et Muhonzi se sont vidées de leur population à la suite de l'activisme et l'occupation de Burungu, Kitshanga et Muhongozi par les éléments du M23. Plus de 95% de la population de ces différentes localités occupées par le M23 ont fui en vers de Goma, Sake, Masisi centre, Mweso, Kashuga, Kalembe et d'autres vers Pinga. A la fin du mois de février 2023, la cité de Mweso est tombée sous le contrôle du M23 ce qui a occasionné de nouvelles vagues de déplacement des déplacés et des résidents de Mweso vers les localités de Kashuga, Kalembe et d'autres se sont dirigés vers Kanyabayonga. Au début du mois de mars 2023, à la suite aux conditions de vie difficiles, certaines familles de Kitshanga et Muhongozi ont décidé de retourner dans leurs villages par crainte de mourir de famine dans la zone de déplacement. A la suite de l'installation des forces de EAC dans l'axe Kitshanga-Mweso au mois d'avril 2023, un retour massif des populations dans les localités de Burungu, Kitshanga, Muhongozi et Mweso a été effectif. Entre les mois de juin et juillet 2023, le contexte sécuritaire dans le groupement de Bukombo, Bashali Mukoto et Kahembe a été caractérisé par la résurgence des affrontement des éléments du M23 et les autres acteurs armés Wazalendu. Ces différents affrontements ont occasionné de nouvelles vagues de déplacement dans le groupement Bashali Mukoto et le groupement Bukombo dont une partie de population s'est dirigée vers les localités de Burungu, Kitshanga, Muhongozi et Mweso. L'alerte EHT 4830 a déclenché cette ERM avec également un focus sur le mouvement retour dans l'axe évalué. On estime à 15600 ménages déplacés et retournés qui sont accessibles dans les grands centres tels que Burungu, Kitshanga, Muhongozi et Mweso.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

25715 3154

Taille moyenne des ménages (EM)

6.8 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

100% 138%

(Réponse IC majoritaire)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

30% Oui, quelques-uns (moins de 10%)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

7801 -

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MIP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	5987
Retournés	18034
Communauté hôte / autochtones	1694
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	25715

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	#DIV/0!
	115-125 mm	0	0%	3	24%	3	18%
	>125 mm	5	100%	11	76%	16	100%
	MAG	0	0%	3	24%	3	#DIV/0!

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	0	0%	1	6%	1	5%
	>125 mm	2	100%	18	94%	20	95%
	MAG	0	0%	1	6%	1	5%

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	0	0%	4	14%	4	12%
	>125 mm	7	100%	29	86%	36	88%
	MAG	0	0%	4	14%	4	12%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	0	0%
185-230 mm	22	40%
>230 mm	37	60%
MAG	22	40%

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	17	100%	16	100%	17	100%
	115-125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	>125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	MAG	17	100%	16	100%	17	100%

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	24	100%	19	100%	24	100%
	115-125 mm	35	100%	40	100%	35	100%
	>125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	MAG	59	100%	59	100%	59	100%

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	41	100%	36	100%	41	100%
	115-125 mm	35	100%	40	100%	35	100%
	>125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	MAG	76	100%	76	100%	76	100%

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	0
185-230 mm	261
MAG	261

Analyse Nutrition

Les informateurs clés des différentes structures sanitaires évaluées et l'usage de MUAC pendant les enquêtes ménages nous ont permis d'avoir la cartographie de la malnutrition aigüe globale (MAG : MAS et MAM) auprès des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA). Les résultats des enquêtes ménages et les données statistiques des Infirmiers titulaires (IT) des différentes structures sanitaires interrogées, confirment la présence de cas de malnutrition aigüe sévère et modérée chez les enfants de moins de 5 ans; également beaucoup des cas de malnutritions aigüe modérées chez les femmes enceintes et allaitantes. Ceci justifie l'importance d'une intervention dans le secteur de sécurité alimentaire dans la zone afin de palier à l'insécurité alimentaire. Ainsi, sur les 26 cas de malnutrition rapportés lors des EM (Enquêtes ménages), 4 cas soit 15% sont des cas de malnutrition aigüe modérée chez les enfants de moins de 5 ans et 22 chez les femmes enceintes et allaitantes représentant 85% des cas. Si l'on considère les données rapportées par les informateurs clés du secteur de la santé, 337 personnes dont 261 femmes (enceintes et/ou allaitantes) et 76 enfants de moins de 5 ans présentent des signes de malnutrition aigüe. La famine se fait ressentir partout dans la zone. Une réponse en vivre est le premier besoin réclamé ou déclaré par toute la communauté ainsi que la distribution des intrants nutritionnels dans les structures sans partenaire en santé nutrition

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		25	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	70%	25	
Agriculture de subsistance	13%	20	
Agriculture de rente	2%	5	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	10	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	10	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	20%	-	
Non	80%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)
			Non consensus
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	86%	-	
Non	14%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	6%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	17%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	23%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	39%	21	
Non	61%	4	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	25	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	18%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	10%	-	
Marché	40%	-	
Travail pour de la nourriture	80%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	12%	-	
Achat auprès d'un voisin	5%	-	
Petit commerce	24%	-	
Vente de braises/charbon, etc	3%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	2%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	9%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	10%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	84%	-	5
1-2 semaines	10%	-	3
3-4 semaines	4%	-	
Plus de 4 semaines	1%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	0%	-	1
Limite (>28)	14%	-	3
Pauvre (≤28)	86%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	26%	-	3
Crise / urgence (≥19)	74%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les données des enquêtes ménages, les informations recueillies auprès des informateurs clés et dans différents groupes de discussions, ainsi que les observations libres dans les axes touchés par cette évaluation notamment l'axe Burungu, Kitshanga, Muhongozi et Mweso révèlent une insécurité alimentaire inquiétante au sein des ménages. Les indicateurs de niveau de consommation alimentaire, ceux d'accès aux aliments et moyens de subsistance sont presque tous alarmants. Il est important de noter que 86% des ménages enquêtés sont dans une phase de vulnérabilité accentuée en sécurité alimentaire avec un score de consommation alimentaire inférieur à 28, soit seuil pauvre. Cette vulnérabilité touche tous les statuts des ménages sans distinction (retournés, déplacés et communautés hôtes). Cette vulnérabilité alimentaire est à la base de plusieurs problèmes notamment, le vol et pillage des produits agricoles. 84% des ménages enquêtés ne disposent pas d'un stock de réserve alimentaire pour leur survie dans les deux prochaines semaines. Il ressort de cette analyse que 80% des ménages déclarent ne pas avoir accès à leurs champs par peur de subir des violences et des tracasseries des hommes en armes. Quant au nombre de repas pris par jour, 85% des ménages enquêtés ont affirmé avoir pris un seul repas par jour, lequel repas est composé des tubercules et les légumes verts très pauvres en apport protéique, énergétique et en vitamine. En ce qui concerne les sources de revenus, 70% des ménages enquêtés déclarent que le travail journalier, l'agriculture de subsistance sont les principales sources de revenus. On note aussi le recours à plusieurs stratégies négatives de survie comme moyen de subsistance pour trouver à manger, il s'agit de réduire le nombre de repas et de la quantité des aliments par jour, consommer les aliments moins préférés et moins chers, voler des récoltes dans les champs des communautés hautes, la mendicité et le sexe de survie.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		25	

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	27%	-
En famille d'accueil	20%	-
Dans un site spontané	0%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	46%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	7%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)

Maison (construction durable)	3%	11
Maison (construction non-durable délabrée)	83%	19
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	14%	15
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	2
Ecole transformée en centre collectif	-	3
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	0%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, quelques-uns (moins de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

Oui	34%	-
Non	66%	-
Ne sait pas	0%	-



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Sévérité

2

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	20%
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	41%
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	1%
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	5%
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	17%
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	5%
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	5%
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	2%
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%



Analyse Abris

La typologie des abris dans la zone de santé de Mweso est en majorité construite en matériaux locaux (sticks de bois, pailles et en pisé). En terme de durabilité, ces abris sont vulnérables face aux intempéries. Pendant la période de crise, beaucoup d'abris ont été abandonnés, à la suite du manque de l'entretien, ils commencent à s'écrouler. Les résultats des enquêtes ménages montrent que 46% de ménages interrogés sont dans les maisons de location contre 20% qui sont dans les familles d'accueil. Par manque de moyen financier, les ménages vivent dans une promiscuité soit 36% de ménages enquêtés. La problématique des abris affecte plus les anciens et nouveaux déplacés qui sont dans les sites de Mongote et Mweso où leurs abris d'urgence sont dans un état de détérioration avancée et d'autres les bâches ont été pillées pendant les attaques du M23.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	29%	-	
Non	71%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	0%	-	2
2 – 2.9	18%	-	3
3 – 3.9	47%	-	4
4 – 5	35%	-	5

Analyse AME

Les données issues des résultats des EM montrent que 82% de ménages enquêtés sont dans une phase de vulnérabilité en AME dont 35% de ménages sont dans une phase de vulnérabilité aigue. Quant à l'utilisation des kits d'hygiène menstruelle pour les femmes et filles, 71% ne les utilisent pas- par le fait qu'elles n'en ont pas. Ces résultats justifient le besoin criant en articles ménagers essentiels et en kits d'hygiène intime pour les femmes et les filles en âge de procréation.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		39	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	9	
Robinets public / bornes fontaines	-	11	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	2	
Source naturelle aménagée	-	3	
Source naturelle non-aménagée	-	3	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	73	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	38	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	60%	-	1
Source non-améliorée	32%	-	3
Eau de surface	7%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	57%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Oui, quelques-uns (moins de la moitié)
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	92%	-	92%
De 31 minutes à 2 heures	8%	-	8%
Plus de 2 heures	0%	-	0%
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	40%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	8%	5	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	4%	4	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	2	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	3%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	33%	31	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	11%	27	
L'eau est trop chère	1%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	39%	32	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	7%	0	
Autre	8%	2	
Ne sait pas	0%	0	

EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
	39	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²

Tous les membres sans distinction	0%	-
Les hommes adultes	0%	-
Les femmes adultes	100%	-
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-
Les filles de moins de 18 ans	100%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	55%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	2%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	3%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	27%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	7%	-	
Pas assez d'eau pour boire	5%	-	

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	4%	-	3
Non	94%	-	5

Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui	54%	-
Non	46%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui	6%	-
Non	94%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²

Présence de matières fécales	-	35
Eau stagnante	-	10
Déchets solides domestiques	-	20
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	4
Rongeurs / rats	-	4
Aucun	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		39	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	31%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	39%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	12%	-	5

Analyse EHA

La situation humanitaire en termes d'eau, hygiène et assainissement reste préoccupante dans tout l'axe concerné par l'ERM. Les résultats obtenus pendant les enquêtes ménage prouvent que le taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5ans est de 57% avec sévérité 3, ce qui prouve à suffisance la problématique liée à l'eau, hygiène et assainissement dans la zone.

Certes, la plupart des agglomérations évaluées sont desservies par l'eau de robinet (cette couverture a été évalué à 60% d'après les enquêtes ménages), c'est qui reste insuffisant par rapport à la population hôte à laquelle s'est ajouté un nombre important des déplacés dans la zone. 32% de la population seraient en train d'utiliser l'eau des sources non améliorées, et 7% utiliseraient les eaux de surface, ce qui justifient le taux élevé des cas de diarrhées et autres maladies liées à l'eau, hygiène et assainissement dans la zone.

Hormis les mini-adductions et adductions construites dans la zone (2 à Burungu, 1 à Kitshanga, 1 à Muhongozi et 2 à Mweso), la disponibilité de l'eau dans les ménages est justifiée par la présence des sources non aménagées et des rivières dans la zone. Il faut noter que ces eaux sont utilisées pour tous les besoins, ceci justifie les résultats obtenus pendant les enquêtes ménages, soit 95% des ménages qui auraient assez de l'eau à boire, 94% avec de l'eau pour la cuisson, 93% avec de l'eau pour l'hygiène personnelle, 91% avec de l'eau pour d'autres utilisations domestiques.

100% des ménages enquêtés ont confirmé que les personnes les plus exposées pendant la recherche de l'eau seraient les femmes de plus de 18 ans et les filles de moins de 18 ans; des cas des viols seraient probables mais non dénoncés.

La proportion des ménages qui ont accès aux installations sanitaires hygiéniques est faible. La qualité du sol constitué des rochers pour Burungu, Kitshanga et Muhongo; marécageux pour Mweso en serait la cause majeure. Il faut noter que la plupart des latrines dans la zone sont en délabrement et remplies à plus de ¾. 12% des ménages enquêtés n'ont pas des latrines et déféqueraient à l'air libre. Une attention particulière pour les déplacés qui vivent dans les sites où les conditions d'hygiènes sont précaires. Plus de 3 ménages se partagent une latrine qui encore n'est pas hygiénique alors que le standard prévoit 5 à 6 personnes par latrine familiale soit un seul ménage. Les dispositifs de lavage des mains et les trous à ordures sont quasi-inexistants.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

39

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	83%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	15%	-
Autre	0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	88%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	10%	-
Autre	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Autre

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	72%	-
Entre 1 heure et 2 heures	27%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	1%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	27
Autre	-	12
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		39	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	3	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	25	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	36	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	18	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	57%	-	3
Fièvre	73%	-	
Toux	61%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	61%	-
Non	24%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	681	260
Infection Respiratoire Aigüe	10	152
Diarrhées aiguës	3	81
Typhoïde	0	8
Malnutrition aigüe globale	60	325
Rougeole	2	2
Choléra	0	2
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	28

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, un peu

Analyse Santé

Huit structures sanitaires ont été évaluées pendant l'ERM à savoir : HGR MWESO, CS de BURUNGU, CS de MWANJA, CS de CBCA, CS de YOPA, CS de Saint BENOIT, CS de BUKAMA, CS de BUSHANGA et particulièrement le PS de MUHONGOZI. Signalons que la gratuité totale des soins est effective à L'HGR MWESO et CS BUSHANGA avec l'appui MSF-HOLLANDE qui assure une prise en charge en soins de santé primaire et nutritionnel. Cette prise en charge gratuite augmente le taux de l'utilisation qui varie entre 250 à 300% (afflux des malades des autres aires de santé non appuyées). Par contre, le CSR Saint BENOIT, le CS BUKAMA et le CS BURUNGU bénéficient de l'appui de ACF avec la prise en charge des cas de malnutrition aigüe et modérée chez les enfants des moins de 5 ans et les femmes enceintes y compris les cas d'accouchement. Toutefois, il ressort des ménages que le taux de fréquentation aux services de soins de santé est évalué à 83% pour les hommes et 88% pour les femmes. Les pathologies les plus fréquentes sont les cas de paludismes, de malnutrition, des infections respiratoires aiguës et les diarrhées. La problématique majeure des structures non appuyées est la rupture des médicaments essentiels.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			32
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	30%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	1	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	27%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	16	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	10	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	1	1	3	1
Meurtre	9	0	4	0
Mutilations / coups et blessures	14	3	1	3
Violences intercommunautaires	7	6	3	6
Violences sexuelles	3	31	0	31
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	20	4	12	3
Blessés / morts dus aux mines	6	0	3	3
Mariage forcé / précoce	0	21	0	19
Violences conjugales	0	9	0	9
Séparation des familles	0	4	1	2
Pillage / vol / cambriolage	6	0	12	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	12	0	19	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	6	0	13	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	0	5	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³				
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	1	1	3	1
Meurtre	9	0	4	0
Mutilations / coups et blessures	14	3	1	3
Violences intercommunautaires	7	6	3	6
Violences sexuelles	3	31	0	31
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	20	4	12	3
Blessés / morts dus aux mines	6	0	3	3
Mariage forcé / précoce	0	21	0	19
Violences conjugales	0	9	0	9
Séparation des familles	0	4	1	2
Pillage / vol / cambriolage	6	0	12	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	12	0	19	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	6	0	13	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	0	5	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	28%	-
Déni d'accès à des services	12%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	21%	-
Mariage forcé	5%	-
Travail forcé	14%	-
Pas de cas dans le ménage	52%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	33%	-
Déni d'accès à des services	8%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	5%	-
Mariage forcé	23%	-
Travail forcé	9%	-
Pas de cas dans le ménage	60%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	1%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		32	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	17%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	8%	-	
Viol	42%	-	
Agression sexuelle	38%	-	
Violence physique ou harcèlement	22%	-	
Mariage forcé	15%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	9%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	4	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	28	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	0	
Accapement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	13	
Accès à la terre pour les PDIs	-	27	
Augmentation du coût du loyer	-	9	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	26	
Destruction des cultures ou des animaux	-	6	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	1	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	4	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	1	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	2	
Problèmes de limites	-	2	
Rareté des terres	-	1	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	6	

Analyse Protection

Les entretiens tenus avec les informateurs clés font état des multiples incidents de protection enregistrés dans l'axe évalué. Il s'agit notamment des violences sexuelles, des agressions sexuelles, des violences physiques, des mariages forcés, du déni d'accès aux services sociaux de base et des abus psychologiques et émotionnels. En rapport avec la protection de l'enfance, les filles sont victimes de viol, mariages d'enfants, enlèvements à des fins sexuelles, dont les principaux auteurs présumés sont les éléments Nyatura et du M23. Par rapport à la violence basée sur le genre, il a été confirmé des cas de viol. La prise en charge médicale et psychosociale des survivant(e)s de VBG est gratuite, mais les cas de violences sexuelles ne sont pas tous renseignés. En outre, on enregistre une moyenne de 20 cas par mois. En ce qui concerne l'accès à la terre, il sied de signaler que les conflits sont la présence de grands concessionnaires dans la filière de l'élevage limitant l'accès à des espaces arables. Il y a également les taxes d'accès aux champs qui sont exigées par les groupes armés.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
		25	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	26%	-	1
Plus de 1 heure	3%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	71%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	0%	-	
Non	97%	-	
Ne sait pas	3%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	16	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	52%	-	
Filles (Primaire)	60%	-	
Garçons (Secondaire)	72%	-	
Filles (Secondaire)	72%	-	
Total	64%	-	4
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	0%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	67%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	5%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	14%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	10%	-	
Ne se prononce pas	5%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	25	25
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	25	25
	0	0
	0	-
	0	-
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	0%
Avant la crise	-	0%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	0%
Avant la crise	-	0%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant		0
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise		0

Analyse Éducation

Depuis les attaques du M23, le secteur de l'éducation a connu des perturbations. Il faut noter que dans tout l'axe, aucune école n'est fonctionnelle depuis la crise. Ce qui explique le niveau de sévérité 5 avec 71% d'écoles primaires non fonctionnelles, 70% (sévérité 4) de ménages enquêtés ont confirmé que les enfants en âge scolaire n'ont pas fréquentés l'école. Il faut tout de même signaler que NRC a initié des cours de récupération dans 16 écoles dans l'axe soit 6 à Kitshanga, 2 à Muhongozi et 8 à Mweso. Il est à noter que la quasi-totalité des écoles de l'axe avaient été occupées pendant la crise. Les pupitres, fenêtres et portes de certaines écoles ont été utilisés comme bois de chauffage. L'ITM Kizito de Mweso est la seule école qui héberge actuellement les déplacés.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		36	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	53%	-	
Nutrition	14%	10	
Abris	1%	21	
AME	24%	2	
EHA	4%	2	
Santé	16%	16	
Education	0%	3	
Nourriture	35%	21	
Moyens de subsistance	4%	2	
Protection (y compris la sécurité)	1%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%	0	
Communication	1%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	11	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	33	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	16	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	15	
EHA	-	8	
Santé	-	21	
Education	-	2	
Protection (y compris la sécurité)	-	3	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	7	
Autre	-	3	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	63%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	15%	-	
Vouchers / foires	68%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	78%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	3%	-	
Autre	1%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	13%	-
Où recevoir l'assistance	54%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	54%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	3%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	31%	-
Comment donner son feedback	9%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	6%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	4%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	27%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	10%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	1%	-
SMS	7%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	23%	-
Crieurs publics avec mégaphones	52%	-
Au travers des leaders communautaires	40%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-
Organisations / comités de femmes	4%	-
Autorités locales gouvernementales	14%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	19%	-
Boîte à plaintes	86%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	3%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	0%	-
SMS	5%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	14%	-
Crieurs publics avec mégaphones	14%	-
Au travers des leaders communautaires	11%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	4%	-
Autorités locales gouvernementales	7%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les données des enquêtes affirment que 53% de ménages n'ont jamais reçu d'assistance depuis le début de la crise, néanmoins 35% ont confirmé avoir reçu la nourriture et 24% les articles ménagers essentiels.

En terme des besoins prioritaires, il y a les vivres et moyens de subsistance, les articles ménagers essentiels, EHA. La santé est plus prioritaire pour les aires de santé qui n'ont la gratuité de la prise en charge médicale.

Pour ce qui concerne la modalité, 78% de ménages enquêtés préfèrent la distribution en nature, 68% préfèrent la modalité foire ou voucher et 66% estiment que le cash répondraient à leurs besoins multisectoriels.

Quant au mécanisme de redevabilité, 54% de ménages interrogés veulent savoir les lieux et le processus des activités de remise d'assistance et 31% de ménages veulent être informés sur le processus de ciblage des bénéficiaires et 9% de ménages voulaient comprendre les mécanismes de gestion et feedback.

Comme moyen de communication, 52% de ménages ont choisi les crieurs publics avec mégaphone pour transmettre les messages dans les communautés. Concernant les plaintes adressées aux

Conclusions générales et commentaires

Les résultats de cette ERM réalisée par NRC dans les localités de Burrungu, Kitshanga, Muhongozi et Mweso suite à l'alerte EHT4830 et en complément aux alertes EHT4808 et EHT4813 (qui ont été évalués par HESK EPER dans le zone de santé de Birambizo dans l'aire de santé de Kahe voisine de CBCA dans le Bashali Mukoto à Kitshanga et CONCERN dans le site de Mokoto dans la localité de Butare) font état des besoins humanitaires préoccupants notamment en vivres, AME et EHA autant pour les déplacés et que pour les retournés. Un besoin spécifique en abris se fait sentir dans les sites de Mungote et Mweso. Une réponse multisectorielle serait plus appropriée afin de répondre à l'ensemble des besoins identifiés et exprimés par les personnes interrogées. Cette zone évaluée présente une particularité sur le plan humanitaire. Il sied de signaler que les populations de Kitshanga, Burungu, Mweso avaient accueilli les déplacés en provenance de Rutshuru en novembre 2022, elles se sont déplacées en février 2023, elles sont retournées dans leurs villages en mars 2023 et, vers les mois de mai, juin et juillet elles ont de nouveau accueilli les déplacés en provenance des groupements de Bukombo et Bashali Mukoto à la suite des affrontements entre les M23 et les groupes d'autodéfense appelé communément les wazalendu. Plusieurs violations des droits humains ont été signalées au cours de ces différentes crises qui ont affecté les communautés de Kitshanga, Burungu, Mweso et Muhongo. Parmi ces violations, on peut citer entre autres des cas de violence sexuelle, viol, vol, tuerie, recrutement forcés, pillage systématique des biens de valeur dans des maisons, pillages des récoltes en maturité dans les champs et le pillage des bétails. Les opérateurs économiques de la zone n'ont pas été épargnés par ces pillages. Ils commencent à reprendre progressivement l'élan. Cependant, ils sont contraints de payer des taxes exorbitantes au M23, notamment la taxe mensuelle de 50000FC pour l'étalage des articles dans les boutiques et marchés, paiement de 500 à 800 USD à la barrière de Burungu pour acheminer les marchandises à Kitshanga en provenance de Goma. Toutes ces tracasseries impactent directement les retournés et les déplacés dont la majorité a perdu les moyens de subsistance pour la survie de leur famille. Il est vivement recommandé aux humanitaires d'apporter une assistance d'urgence dans la zone. Pour y parvenir, quelques aspects de protection doivent attirer l'attention des humanitaires : il s'agit notamment d'approfondir les analyses des risques pour définir la modalité de l'assistance, intégrer les déplacés de l'aire de santé de Kahe pour de raison d'inclusion et de Do no Harm étant donné que HEKS EPER qui a fait l'évaluation n'a que la capacité de distribuer les semences; faire un plaidoyer auprès du M23 pour exonérer les fournisseurs en cas d'une intervention sous la modalité foire ou de distribution inkind. Mobiliser les partenaires avec des capacités suffisantes pour couvrir la majorité des besoins exprimés dans tout l'axe.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)